

CEDEAO : UNE POLITIQUE CULTURELLE COMMUNE POUR UNE CULTURE COMMUNE

Une vingtaine d'experts de la culture venant des 15 pays membres de la Communauté économique de développement des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) sont réunis depuis hier au Centre international des conférences de Bamako (CICB).

C'est la 3^e conférence des ministres de la Culture tenue en juillet 2009 à Abidjan qui avait adopté le programme culturel 2010-2013. Un programme à l'échelle des États membres de l'organisation sous-régionale. Cette démarche participe de la volonté de nos dirigeants de faire de notre culture commune un puissant facteur de développement, de paix et de cohésion sociale. Durant les 4 jours de travaux (du 20 au 23 juillet), les experts ont un programme de travail très chargé. Ils doivent approfondir la réflexion sur les recommandations formulées lors de leur précédente rencontre à Abidjan : la création d'un Institut culturel de l'Afrique de l'ouest (ICAO) pour la mise en œuvre du programme culturel de la CEDEAO, la poursuite de la mise en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources du Fonds régional, notamment le calendrier et le site Web communautaires approuvés par la conférence des ministres de la Culture à Abidjan en 2009. Il s'agit aussi de la conduite dans les meilleurs délais, d'une étude sur la création d'une télévision communautaire à vocation culturelle et sportive, de la collaboration entre les professionnels du management événementiel afin de permettre aux artistes de pouvoir contribuer dans les meilleures conditions, à la mobilisation des ressources pour le Fonds régional. D'autres points non moins importants sont inscrits à l'ordre du jour de cette réunion du comité technique des experts de la CEDEAO comme l'adoption des critères de sélection des centres d'excellence régionaux, la création d'un comité des éminentes personnalités, d'un comité de parrainage et d'un comité des ambassadeurs culturels dans le cadre de la mobilisation des ressources pour le Fonds régional, l'adoption des centres déjà proposés au comité, l'organisation d'une concertation avec les présidents et directeurs de festivals communautaires en vue de renforcer la CEDEAO des peuples. Enfin il y a aussi la réunion des directeurs du patrimoine en vue de définir et promouvoir entre autres des sites au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le ministre des Maliens de l'extérieur et de l'intégration africaine, Badara Aliou Macalou assurant l'intérim de son collègue de la Culture, a indiqué qu'au delà de cet exercice, "il convient d'engager le débat sur l'avenir de notre organisation commune pour identifier les priorités". Ces priorités ont pour noms uniformisation des politiques culturelles, mobilisation des ressources pour l'approvisionnement du Fonds culturel, crée depuis 2005, implication des acteurs culturels en vue d'évoluer de la CEDEAO des États vers la CEDEAO des peuples. Toutes les instances internationales sont unanimes sur l'importance d'intégrer la culture dans les politiques de développement. La CEDEAO n'est pas restée en marge de cette évolution. C'est pourquoi, a expliqué le ministre Macalou, elle encourage la création d'une politique communautaire de développement de la culture. Pour y parvenir, les États doivent d'abord, évaluer l'impact de la culture sur le développement. Le ministre s'est réjoui du fait que notre pays, avec l'appui de l'Union européenne soit le premier dans la sous-région à se doter d'une étude de faisabilité de l'impact direct de la culture dans le développement. "Nous pouvons affirmer sans risque de nous tromper que le secteur culturel en Afrique a un réel potentiel de croissance et que l'Afrique pourrait tirer un immense profit de cette matière qui est inépuisable si on en prend soin", indiqué Badara Aliou Macalou. Pour le représentant du commissaire chargé du développement humain et du genre, à la CEDEAO, le Pr. Abdoulaye Maga, l'organisation considère la culture comme une dimension essentielle de l'intégration régionale pour le développement. « Par l'éducation et la culture, la Commission cherche à promouvoir le sens de l'appartenance à une même communauté, unie par l'histoire, la géographie et la culture », a dit le responsable communautaire.